



INQUIETUDES ET ALERTES DU COLLECTIF TANY SUR LES ORIENTATIONS AGRICOLES ACTUELLES

En cette Journée Mondiale des Lutttes Paysannes, le Collectif TANY reprend son rôle de porte-voix des paysans et communautés rurales malagasy afin de mieux faire connaître leurs difficultés, luttes quotidiennes et revendications, dans l'espoir que les dirigeants et décideurs de la Refondation en prennent connaissance et commencent enfin à s'occuper de cette majorité habituellement silencieuse.

Si les paysans malagasy de la région Alaotra Mangoro, l'un des greniers à riz de Madagascar, sont sortis de leur discrétion habituelle et ont fait entendre leur voix dans la rue et dans la presse début 2026, c'est sans doute parce que la coupe est pleine. La profusion de riz importé vendu à très bas prix les a obligés à vendre leur production à un prix inférieur à leur coût de production (1). Quelques semaines plus tard, le dernier rapport de la Cour des Comptes a révélé le scandale des semences hybrides chinoises importées en grande quantité, distribuées par le régime Rajoelina dans la région et dans tout le pays en 2025 sans respect des protocoles de quarantaine, et se révélant porteuses de maladies (2). L'existence de telles catastrophes "indépendantes de la volonté des paysans" mais pouvant avoir des conséquences négatives à moyen ou long terme nécessite une large médiatisation pour que les promoteurs de l'agrobusiness souvent pleins de mépris vis-à-vis des paysans malagasy soient conscients des réalités.

Pour collecter davantage d'informations venant du terrain, nous avons demandé à nos partenaires paysans de diverses régions de nous transmettre les messages qu'ils souhaitent voir diffusés dans ce communiqué.

1/ L'état des lieux selon les paysans

Pour des raisons d'espace, un condensé des réponses reçues, dont nous remercions les auteurs, est publié ici. Vous trouverez les informations détaillées en annexe du communiqué sur notre site web et notre page Facebook.

Les paysans malagasy constatent que, malgré le fait qu'ils représentent près de 80 % de la population, ils ne constituent pas une priorité pour les gouvernements successifs, comme en témoigne le très faible budget alloué au secteur agricole. Dans un contexte de changement climatique marqué par la raréfaction et l'irrégularité des précipitations, la production agricole est fortement perturbée, d'autant plus que les agriculteurs manquent de matériel, d'intrants et d'accompagnement technique.

À ces difficultés s'ajoutent des problèmes d'accès à l'eau, souvent rare ou coûteuse. Les paysans n'ont pas les moyens de construire des barrages et de maîtriser leur irrigation, cela limite fortement leurs capacités de production. Les conditions climatiques extrêmes provoquant un manque de fourrage affectent également l'élevage. Dans certaines régions, cette situation entraîne une insécurité alimentaire croissante, obligeant les ménages à réduire leur alimentation, et même à arrêter la scolarisation des enfants.

Par ailleurs, les paysans sont confrontés à une insécurité généralisée, marquée par les vols de récoltes et de bétail, ainsi qu'à des difficultés majeures pour acheminer leurs produits vers les marchés en raison du mauvais état des routes, ce qui les contraint à vendre à des prix très bas, souvent inférieurs aux coûts de production.

Ils dénoncent également des pressions foncières importantes, notamment les accaparements de terres et les expropriations, parfois au profit d'investisseurs, créant une concurrence inégale et réduisant leur autonomie. Cette situation est aggravée par un accès à des crédits à des taux très élevés et par des relations commerciales déséquilibrées, où leur faible pouvoir de négociation est exploité.

Enfin, les paysans soulignent leur marginalisation persistante, le manque de reconnaissance de leur rôle essentiel, ainsi que des partenariats et projets dont les bénéficiaires profitent souvent à une minorité, au détriment de l'ensemble de la communauté locale théoriquement bénéficiaire. Des cas d'abus de pouvoir ont été signalés.

Cet état des lieux venant de quelques régions montre une précarité multidimensionnelle des paysans.

2. Les commentaires et attentes vigilantes du Collectif TANY

La tendance des dirigeants malgaches successifs à accorder leur confiance uniquement à l'agrobusiness, c'est-à-dire à l'agriculture effectuée par des entreprises, qui n'a pas donné les effets escomptés dans l'autosuffisance alimentaire jusqu'à présent. Hélas, les dirigeants actuels semblent prendre le même chemin. Le document de cadrage opérationnel de la Politique Générale de l'Etat – Refondation récemment à l'Assemblée Nationale ne cite même pas les Ministères de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche parmi les structures importantes. La mention de l'agriculture uniquement dans le cadre Ministère chargé du secteur privé constitue un choix de politique publique dangereux pour la souveraineté alimentaire. La situation actuelle étant déjà critique (3), une telle politique publique ne favorise-t-elle pas l'accélération de la survenue d'émeutes de la faim, comme l'ont connu de nombreux pays vers les années 2008, d'autant plus que le contexte international actuel risque de mener à une crise alimentaire et financière similaires ?

La dizaine de projets financés par divers organismes internationaux exposée dans le site web du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, qui ont le mérite d'exister, n'impliquent pas l'ensemble du pays, la coordination de ces projets disparates et à durée limitée, ne peuvent pas remplacer une politique responsable des dirigeants et décideurs mise en place avec l'implication à toutes les étapes, des paysans malagasy, qui constituent la majorité de la population et possèdent diverses expériences et savoir-faire.

A propos de projet, le Collectif TANY espère fortement que les hauts responsables de l'Etat résoudront rapidement et de la manière la plus juste vis-à-vis des droits des 4.000 paysans, les problèmes fonciers graves provoqués par les décisions très discutables du Comité d'Attribution des Terres du projet Bas-Mangoky financé par la Banque Africaine de Développement, qui concernent 5.000 ha environ (4).

Les risques d'accaparement des terres des paysans tels que la Zone Franche Internationale Touristique en collaboration avec les Emirats Arabes Unis (EAU) et ceux engendrés par les nombreux contrats signés par les nouveaux dirigeants à Abu Dhabi en janvier 2026 n'ont toujours pas fait l'objet de partage d'informations et de transparence par les chargés de communication de la République de la Refondation. Des communautés locales attendent avec inquiétude les annonces sur la localisation, le contenu exact et le démarrage de l'énorme projet

convenu entre l'équipe de la Refondation et le groupe Eternal Tsingshan Holdings qui aurait été présenté à la Primature à Ambohitsorohitra le 6 février 2026. Ces nouveaux projets cumuleront les terres attribuées par location ou autres modalités gagnant-perdant à des investisseurs étrangers, alors que des entreprises telles que JTF Madagascar alias Tozzi Green continuent à convoiter de nouveaux milliers d'hectares dans diverses régions de l'île, selon les échos qui nous parviennent. Pendant ce temps, les paysans malagasy manquent de terres et les fausses solutions proposées aux jeunes Malagasy telles que les "titres verts" n'ont pas démontré leur succès.

Quant au changement climatique que les fervents partisans du marché carbone disent vouloir atténuer grâce à la plantation d'arbres, la publication d'un chercheur a identifié 894.000 ha de superficie de terres malagasy occupées par les projets de compensation carbone en juillet 2025 (5). Mais de nouveaux projets s'installent. Ces projets "n'atténuent pas le changement climatique" puisqu'ils servent de prétexte aux grandes entreprises pour continuer à polluer et ils n'apportent pas de "développement socio-économique" puisqu'ils accaparent des terres des paysans. Par ailleurs, la répartition des crédits-carbone entre l'entreprise pour 85%, l'Etat pour 8% et les communautés pour 7%, réglementée par le décret 2025-626, ne développe que le profit des entreprises concernées.

Conclusion

Les paysans malagasy travaillent dur mais ne gagnent pas un revenu digne proportionnel à leurs efforts et leurs droits fondamentaux sont souvent bafoués. Ils doivent lutter tous les jours pour la subsistance de leurs ménages mais aussi pour vendre leur surplus au marché afin de nourrir la population, notamment les citadins. L'avenir du pays dépend de leur développement et de leurs capacités de production, de transformation et de commercialisation que les dirigeants doivent soutenir et renforcer.

Nous appelons à porter un regard critique sur les semences hybrides chinoises et toutes les semences industrielles afin de sauvegarder l'autonomie des paysans et la souveraineté alimentaire des Malagasy.

17 avril 2026

Collectif pour la défense des terres malgaches – TANY

patrimoine.malagasy@gmail.com; <http://terresmalgaches.info>; Facebook: TANYterresmalgaches ;
X ex-Twitter@CollectifTany ; Instagram : collectif tany ; BlueSky : @collectiftany

Références

- (1) <https://www.moov.mg/article/112850-alaotra-le-gouvernement-entre-sur-le-marche-pour-sauver-les-paysans#body2>;
<https://newsmada.com/2026/03/13/eco-breves-239/#:~:text=Les%20paysans%20d'Alaotra%20Mangoro%20sont,du%20riz%20dans%20cette%20r%C3%A9gion.&text=Ils%20ont%20ainsi%20bloqu%C3%A9%20la,des%20intrants%20agricoles%20demeure%20%C3%A9lev%C3%A9>;
<https://2424.mg/ambatondrazaka-les-forces-de-lordre-deployees-a-vohidiala-pour-retablir-la-circulation-apres-une-manifestation-des-agriculteurs/>
- (2) <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260324-madagascar-un-scandale-d-%C3%A9tat-autour-des-semences-contamin%C3%A9es-r%C3%A9v%C3%A9l%C3%A9-par-la-cour-des-comptes>
- (3) <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260402-ins%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-madagascar-1-8-million-de-personnes-situation-pr%C3%A9occupante-pam>
- (4) PPM - Madagascar -
- (5) <https://theconversation.com/madagascar-le-marche-de-compensation-carbone-en-pleine-emergence-261480>